

QUAND LA BOURGEOISIE D'AFFAIRES PRÉTEND GÉRER LA FRANCE

Sarkozysme, le pari d'un clan

Du Fouquet's aux bas-fonds... De l'« ouverture à gauche » au racolage de l'extrême droite, M. Nicolas Sarkozy a mêlé frénétiquement l'invocation des héros de la Résistance et la mobilisation électorale sur des thèmes xénophobes. Son mode de gouvernement a néanmoins été marqué par une constante : le mélange ostentatoire de la politique et des affaires.

PAR ALAIN GARRIGOU *

EN BRIGUANT sa réélection pour faire ce qu'il n'a pas pu faire auparavant et en annonçant qu'il avait changé (1), M. Nicolas Sarkozy s'épargne le long inventaire des promesses non tenues, des abandons et des reniements. Emploi, dette, pouvoir d'achat, sécurité publique, Etat « irréprochable », libertés : le bilan a des allures de naufrage. Quel que soit le résultat de l'élection du 6 mai, il faut d'ores et déjà prendre la mesure du fiasco : une caricature de gouvernement présidentiel qui, sans en avoir les moyens administratifs, s'est mêlé de tout. Atteint de boulimie législative, il a produit une inflation de lois sans concrétisation ; une politique brouillonne, avec un premier ministre réduit au rôle de « collaborateur » et un Parlement devenu chambre d'enregistrement.

L'extrême concentration du pouvoir ne favorise ni le doute ni la modestie. Cette mise en scène du chef focalise l'attention sur sa personne, en une sorte de psychologie élémentaire qui alimente la machine médiatique et fait oublier les vrais ressorts de la politique. Combien de gros titres sur M. Sarkozy ? Combien de bavardages sur son caractère ? Tout cela enrobé d'adulation ou de détestation. Un piège qui amenait Victor Hugo à grandir paradoxalement Louis Bonaparte, l'auteur du coup d'Etat du 2 décembre 1851, en s'acharnant sur lui, alors que Karl Marx proposait plus lucidement d'interroger « les circonstances et les conditions qui ont

Héritiers et parvenus

PEUFINANT ses qualités au fil du temps pour l'emporter en 2007 au terme d'une ascension méthodique, M. Sarkozy s'est précocement comporté comme un « entrepreneur en élections ». Il n'a d'ailleurs quasiment pas exercé d'autre métier que celui de dirigeant politique : il a été président des jeunes du Rassemblement pour la République (RPR), puis, à 23 ans, conseiller municipal de Neuilly, avant d'en devenir le maire à 28 ans, par un « coup » qui lui permit de devancer au culot son mentor Charles Pasqua. Suffisamment adroit pour s'élever dans la hiérarchie au sein du parti, M. Sarkozy devint ministre du gouvernement Balladur en 1993, sous le second mandat de François Mitterrand, après avoir été directeur de campagne de M. Jacques Chirac... Cette trahison lui valut une traversée du désert que la dissolution de l'Assemblée nationale par le président Chirac écourta en 1997. Ensuite, il gravit les marches une à une. Non sans conflits brutaux (lesquels forgent la volonté et le cynisme), mais avec le sentiment d'être en quelque sorte un « élu » – une marque de confiance en soi qui dépend en général largement des investissements que d'autres font sur soi.

Les Hauts-de-Seine, et spécialement Neuilly, lui ont fourni une solide base de conquête grâce à leur densité inégalée de grandes fortunes et de grands patrons. Locale et cosmopolite, cette bourgeoisie d'affaires offrit une chance exceptionnelle à un notable capable de tutoyer immédiatement les personnalités utiles, accessible à ses administrés et auréolé d'une réputation d'efficacité gestionnaire. Dans son fief, M. Sarkozy a séduit la tribu des patrons de grandes entreprises (MM. Martin Bouygues, Arnaud Lagardère, Antoine

* Professeur de science politique à l'université de Paris-Ouest-Nanterre. Dernier ouvrage paru : *Les Secrets de l'isolement*, Le Bord de l'eau, Lormont, 2012.



CARME ALBAIGÈS. – « I amb les maletes on va » (Et avec les valises où va-t-il ?), 2010

permis à un médiocre et grotesque personnage de jouer le rôle de héros (2) ».

On ne devient pas chef d'Etat par accident. La politique exige en effet des compétences dont tout le monde n'est pas pourvu : il faut au jeune ambitieux d'indéniables qualités et des dispositions assez rares pour devenir un professionnel capable de se hisser au sommet du pouvoir. A la différence de ses prédécesseurs, passés par des écoles d'élite, M. Sarkozy a effectué des études moyennes à la faculté de droit de Nanterre. Il est titulaire d'un diplôme d'études approfondies (DEA) de science politique et a obtenu un certificat de capacité d'avocat. Son inscription à l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris, signalée dans son curriculum vitae, ne s'est pas conclue par l'obtention du diplôme. L'étudiant a vite manifesté un goût plus prononcé pour le militantisme que pour les amphithéâtres.

Bernheim, M. André et M^{me} Liliane Bettencourt, etc.), que leur réussite ou leur héritage a rendus sûrs d'eux, mais qui demeurent le plus souvent incapables (ou peu désireux) d'accéder aux mandats politiques. En un condensé saisissant, l'épisode du Fouquet's – la soirée de célébration qui, au soir du second tour, en 2007, rassembla les plus grands patrons hexagonaux autour du nouveau président – mit au jour la victoire d'une alliance (3). Désinhibant, le triomphe exhiba ce qui demeurait jusqu'alors caché. Quelque chose avait changé.

Depuis un quart de siècle, les patrons français revendiquent des rémunérations à la mesure de leurs mérites. Acteurs et bénéficiaires de la mondialisation libérale, ils assurent valoir mieux que les footballeurs professionnels et les chanteurs populaires. Contre les vieilles règles de discrétion, ils affichent les signes ostentatoires de la richesse neuve de la bourgeoisie française. Ses membres, héritiers et parvenus, se sont tellement enrichis grâce aux mécanismes de la « création de valeur », comme on dit dans les créneaux de banquiers et d'économistes néolibéraux, qu'ils ont acquis les réflexes des nouvelles fortunes. Les *business schools*, à commencer par l'Ecole des hautes études commerciales de Paris (HEC Paris), se sont muées en nouvelles écoles du pouvoir, tandis que les anciennes, comme Sciences Po Paris, se transformaient en *business schools* (4).

Quand un chef d'Etat aussi bien nanti en ressources institutionnelles et sociales échoue, l'échec est aussi celui de son camp ; celui d'un parti politique et des élites qui le soutiennent. Sans doute faut-il remonter à la monarchie de Juillet (1830-1848) pour trouver une telle intimité entre les pouvoirs politique et économique. Cette osmose inspirait les phrases

assassines qu'Alexis de Tocqueville adressa alors à la grande bourgeoisie, qui, « devenue gouvernement, prit un air d'industrie privée ; elle se cantonna dans son pouvoir, et bientôt après, dans son égoïsme, chacun de ses membres songeant beaucoup plus à ses affaires privées qu'aux affaires publiques, et à ses jouissances qu'à la grandeur de la nation (5) ».

Un siècle et demi plus tard, le démantèlement du secteur public et les modalités de rémunération (stock-options, bonus, retraites-chapeaux, etc.) adoptées dans les années 1980-1990 ont engendré une nouvelle bourgeoisie d'affaires. Des trajectoires exceptionnelles se sont dessinées avec la politique de privatisation inaugurée par le gouvernement de M. Chirac (1986-1988). A ce moment, de jeunes hauts fonctionnaires posaient les bases de leur future accession à la tête des entreprises privatisées, qu'il s'agisse de MM. Michel Pébereau (BNP Paribas), Philippe Jaffré (Elf) ou Jean-Marie Messier (Générale des eaux, bientôt Vivendi), tous membres du cabinet du ministre de l'économie Edouard Balladur. Le mouvement, suivi par la majorité socialiste de 1988 à 1993, qui reclassa dans le privé certains de ses grands commis d'Etat, se prolongea avec le gouvernement dirigé par M. Balladur entre 1993 et 1995. Une nouvelle vague de jeunes dirigeants fit alors irruption dans les sphères du pouvoir.

Le phénomène du « rétropantouflage » – le passage du public au privé, puis du privé au public – émergea, avec quelques parcours illustres. Ainsi, M. Stéphane Richard fut inspecteur des finances, puis directeur du cabinet du ministre de l'industrie et du commerce extérieur Dominique Strauss-Kahn, chargé de mission à la Compagnie générale des eaux et directeur général de la Compagnie immobilière Phénix, avant de devenir copropriétaire de Nexity, directeur du cabinet du ministre de l'économie Jean-Louis Borloo, puis de M^{me} Christine Lagarde, et président-directeur général de France Télécom ; M. Jean-Dominique Comolli, énarque, directeur du cabinet de M. Michel Charasse, ayant géré la privatisation de la Seita, est depuis 2010 à la tête de l'Agence des participations de l'Etat. Tout aussi significative, la promotion des dirigeants issus de HEC, comme MM. Baudouin Prot (BNP Paribas), Henri de Castries (Axa) ou François Pérol (Natixis-Caisse d'épargne), qui ont estimé nécessaire, par la suite, de passer par l'Ecole nationale d'administration (ENA). M. Henri Proglio n'en eut pas besoin pour prendre la tête de Vivendi Environnement – bientôt Veolia – avant de diriger Electricité de France (EDF).

Outre les conseils d'administration, avec leurs participations croisées, et les clubs, les cérémonies privées semi-mondaines ont renforcé les liens avec le monde des affaires. Quand le maire de Neuilly ne mariait pas ses amis, comme tout maire

de France le fait avec des amis moins fortunés, ceux-ci étaient les témoins de ses propres unions (MM. Bouygues et Arnault) ou devenaient les parrains de ses enfants (M. Bouygues). On le décrivait comme un « frère » (M. Lagardère, par exemple). Il se trouvait ainsi au centre d'une quasi-famille fondée sur des liens d'intérêt et des affinités électives. Quant à la Légion d'honneur, il l'a davantage remise à des hommes d'affaires que ses prédécesseurs, au cours de cérémonies rassemblant tous leurs amis communs.

L'échec général de l'épisode Sarkozy est donc celui de la bourgeoisie d'affaires, qu'illustre la crise de l'automne 2008. Celle-ci sert pourtant d'excuse au président sortant. On pourra objecter que « gouverner c'est prévoir », et que le candidat Sarkozy à l'élection présidentielle de 2007 n'avait pas anticipé (pas plus qu'il ne l'a comprise par la suite) la crise des *subprime* : ne proposait-il pas d'adopter, en France, un dispositif similaire ?

On a rarement vu une classe dirigeante, politique et affaires confondues, se tromper autant à tous égards : verdicts aberrants des économistes médiatiques, aveugles sur la crise – par cécité ou intérêt –, revirements improvisés (sur la crise financière, la politique fiscale, les relations diplomatiques avec la Libye et la Syrie), orientations conformes aux exigences des dirigeants économiques. On frôle le ridicule, quand, par exemple, M. Proglio propose d'abandonner la stratégie d'un nucléaire plus sûr mais plus cher au profit d'une version *low cost*, juste avant la catastrophe de Fukushima (6)...

Comment des élites légitimées par leurs compétences supposées peuvent-elles se tromper aussi systématiquement ? Les modes de gestion des entreprises, souvent évoqués comme la panacée, à la fois dans l'invocation du *new public management* (7) ou dans le préjugé de la supériorité du secteur privé sur le secteur public, ne sont tout simplement pas adaptés aux politiques publiques.

Suffit-il d'être confronté aux preuves tangibles de la faillite pour que les leçons en soient tirées ? Cette question se pose d'autant plus lors d'une élection, lorsqu'il s'agit de solder un bilan et, éventuellement, de tracer une nouvelle orientation. Or on n'a pas entendu beaucoup de banquiers faire acte de contrition. On n'a pas vu beaucoup de démissions. On n'a pas observé de remords sur les rémunérations obscènes. L'infaillibilité semble érigée en principe. Il est vrai qu'elle

profite aux thuriféraires du libre marché, de même que les prêtres des sectes millénaristes ne renoncent pas à leurs prophéties tant qu'elles leur profitent financièrement. En politique aussi, la dénégation se porte bien : on invoque la crise, forcément imprévisible ; les contraintes internationales, sous-estimées ; voire l'opposition, sclérosée. Il faut de la volonté pour tracer une autre route ; mais cela ne suffit pas quand une relève politique hérite des modes de pensée, sinon des affinités, de l'équipe précédente : il est aussi difficile de se départir des premiers – peu visibles, mais puissants – que des secondes – visibles, mais tellement humaines. Une sociographie des dirigeants politiques donne l'impression d'une grande homogénéité sociale et intellectuelle, qui exclut souvent les divergences au-delà de la concurrence pour le pouvoir.

Sur quelle base sociale M. François Hollande, diplômé de HEC et de l'ENA, s'appuierait-il, lui, s'il était élu ? Il est vrai qu'il a pris la voie de la politique, et non celle du privé. La logique du pantouflage a cependant des limites quand les places à pourvoir se raréfient, les privatisations étant déjà largement réalisées, et quand de nouvelles générations se définissent à contre-courant de leurs devancières. Pour couper court plus sûrement aux conflits d'intérêts, ne faudrait-il pas interdire le cumul qui amène des diplômés de *business schools* à entrer à l'ENA ? Après les décennies libérales, il existe des forces soucieuses de restaurer le service public : d'abord des couches sociales appauvries et révoltées, mais aussi des fonctionnaires – même hauts – méprisés et indignés. Y a-t-il place pour une nouvelle alliance, assez forte, assez résolue et assez lucide pour changer le cours des choses ? Question d'élection, peut-être. Question post-électorale, surtout.

(1) Lire Serge Halimi, « Les vieilles ficelles de Nicolas Sarkozy », *La valise diplomatique*, 2 mars 2012, www.monde-diplomatique.fr

(2) Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, *Œuvres politiques*, tome 1, Gallimard, coll. « La Pléiade », Paris, 1994.

(3) Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Le Président des riches*, Zones - La Découverte, Paris, 2010.

(4) Alexis de Tocqueville, *Souvenirs. Œuvres complètes*, Laffont, Paris, 1986.

(5) Rapport du Conseil de politique nucléaire, 27 juillet 2010.

(6) Lire Jérôme Tournadre-Plançq, « La faute aux Britanniques... », *Le Monde diplomatique*, décembre 2009.

Comment le monde bascule

Repères pour comprendre

L'édition 2012 de *L'Atlas du Monde diplomatique* part à la découverte des nouveaux mondes... émergents.



200 pages,
170 cartes,
55 spécialistes

Chez votre marchand de journaux 14 €

Une publication **LE MONDE diplomatique**
www.monde-diplomatique.fr/atlas